



## MÉMOIRE DE PHILOSOPHIE

*Master 2 : Éthique, écologie et développement durable*

---

L'autonomie individuelle et sociale par rapport aux médias sociaux numériques est-elle une question de justice sociale ?

---

*Auteure :*

Nathalie RAFARALAHY  
toky.rafaralahy@ecl14.ec-lyon.fr

*Tuteur-entreprise :*  
Pierre-Yves GOSSET  
pyg@framsoft.org

*Tutrice master :*  
Sarah CARVALLO  
sarah.carvallo@ec-lyon.fr

*Rapporteur master :*  
Jean-Philippe  
PIERRON  
jean-philippe.pierron  
@univ-lyon3.fr



# Table des matières

Table des figures . . . . .	3
Glossaire et table des sigles . . . . .	5
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>1 De l'origine des médias sociaux à l'uniformisation de leurs usages</b>	<b>9</b>
1.1 Origines d'Internet et naissance des médias sociaux . . . . .	9
1.1.1 L'intelligence à la périphérie du réseau . . . . .	9
1.1.2 Les valeurs communes des pionniers d'Internet . . . . .	10
1.1.3 Le réseau social et les médias sociaux . . . . .	10
1.2 Centralisation des attentions vers les monopoles . . . . .	12
1.2.1 Démocratisation et massification de l'usage d'Internet . . . . .	12
1.2.2 Monopolisation du flux, marchandisation des données personnelles et fin de l'anonymat . . . . .	13
1.2.3 Centralisation des pouvoirs : l'intelligence aux centres du réseau	14
1.3 Les médias sociaux à l'image de nos sociétés . . . . .	15
1.3.1 Le modèle prédominant sur les médias sociaux . . . . .	15
1.3.2 Le consumérisme comme mode de vie et comme mode d'être . .	17
1.3.3 Faut-il quitter les médias sociaux ? . . . . .	18
<b>2 Autonomie individuelle et sociale par rapport aux médias sociaux</b>	<b>21</b>
2.1 L'autonomie individuelle et sociale selon Castoriadis . . . . .	21
2.1.1 L'individu, la société et l'imaginaire radical . . . . .	21
2.1.2 L'hétéronomie de nos sociétés contemporaines . . . . .	22
2.1.3 Comment se justifie la prédominance des institutions présentes ?	23
2.1.4 L'autonomie de la société et de ses membres . . . . .	24
2.1.5 Cette vision appliquée aux médias sociaux numériques . . . . .	25
2.2 L'autonomie sociale dans les médias sociaux . . . . .	25
2.2.1 L'importance des outils « libres » . . . . .	27
2.2.2 La démocratie radicale . . . . .	28
2.3 L'autonomie individuelle . . . . .	29
2.3.1 La vision individualiste et libérale des pionniers de l'Internet .	29

2.3.2	S'approprier les technologies nécessite de remplacer le confort par l'effort . . . . .	30
2.3.3	L'ancrage dans le réel . . . . .	30
<b>3</b>	<b>Pourquoi créer l'autonomie ?</b>	<b>33</b>
3.1	L'autonomie est une question de justice sociale . . . . .	33
3.1.1	L'autonomie permet de penser les inégalités sociales . . . . .	33
3.1.2	Vouloir l'autonomie c'est la vouloir aussi pour l'autre . . . . .	34
3.2	L'autonomie par la réforme de l'existant ? . . . . .	34
	<b>Conclusion</b>	<b>35</b>
	<b>Bibliographie</b>	<b>38</b>
<b>A</b>	<b>Contexte de ce stage</b>	<b>39</b>
A.1	L'association Framasoft . . . . .	39
A.1.1	Les raisons d'être de Framasoft . . . . .	39
A.1.2	La volonté de permettre l'émancipation . . . . .	39
A.2	Les objectifs du stage . . . . .	40
A.3	Infographie de présentation de Framasoft . . . . .	42
A.4	Carte de la campagne « Dégooglisons Internet » . . . . .	43

# Table des figures

Figure 1.1	Sociogrammes représentant en CP (à gauche) et en CM1 (à droite) le réseau social d'enfants d'une même classe à qui l'on a demandé de choisir 2 personnes à côté de qui s'asseoir. Le bleu représente les enfants qui n'ont été désigné par aucun enfant, le blanc ceux désignés par plus de 3 enfants [Grandjean, 2015]. . . . .	11
Figure 1.2	À gauche l'image originale de Peter Steiner parue en 1993 dans le <i>New Yorker</i> pour vanter l'anonymat sur Internet : « Sur Internet, personne ne sait que tu es un chien » - À droite une « mise à jour dans un monde Post-Snowden », en 2015. . . . .	14
Figure 2.1	Schéma de deux médias sociaux centralisés. Les deux infrastructures ne communiquent pas entre elles et captivent les utilisateurs. Dans ce cas, on peut imaginer que ce sont deux sociétés différentes avec différents individus . . . . .	26
Figure 2.2	Schémas de médias sociaux décentralisés et fédérés. Les infrastructures peuvent communiquer entre elles et l'ensemble forme la fédération, qui représente alors la société. Il y a un fonctionnement global et des fonctionnements locaux. Les individus peuvent passer d'un média social à l'autre tout en restant dans le réseau global. . . . .	26
Figure A.1	Illustration des mondes de Contributopia par David Revoy . . . . .	40
Figure A.2	Infographie de présentation de l'association Framasoft . . . . .	42
Figure A.3	À gauche, une carte des services centralisés - À droite, la carte des services alternatifs proposés par Framasoft en Octobre 2016 . . . . .	43



# Glossaire et table des sigles

## Glossaire

**Adresse web** : Voir le sigle URL.

**Internet ( $\neq$  World Wide Web)** : (*Inter Network*) est un réseau informatique physique qui relie des ordinateurs entre eux à l'échelle du monde. Il se compose de millions de réseaux publics et privés plus petits (réseaux universitaires, gouvernementaux ou commerciaux). Cette infrastructure repose sur le protocole IP qui achemine les données entre les ordinateurs.

**Instance** : Une instance est une installation d'une application décentralisée sur un serveur. Chaque instance est accessible grâce à une adresse Web spécifique. Il est d'usage de parler d'instance Mastodon ou encore d'instance PeerTube.

**Protocole (informatique)** : Ensemble de règles qui régissent les échanges de données, d'information entre des éléments connectés, appartenant à un même réseau

**Web social** : Référence à une vision du Web comme espace de socialisation, un lieu où les personnes peuvent interagir entre elles.

**World Wide Web ( $\neq$  Internet)** : Aussi appelé « le Web », c'est la principale application qui repose sur l'Internet, il permet la publication et la consultation de documents multimédias qui sont reliés entre-eux par des liens hypertextes. On y accède grâce à un navigateur web.

## Sigles

**URL** : *Uniform Resource Locator* - Aussi appelée « adresse web », est une chaîne de caractère normalisée qui identifie les ressources du World Wide Web (document HTML, image, son etc). Par exemple l'URL <https://framasoftware.org> identifie la page d'accueil du site de Framasoftware.

**W3C** : *World Wide Web Consortium* - Organisme à but non lucratif international principal de standardisation qui promeut la compatibilité des technologies du World Wide Web





# Introduction

Ce travail présente une réflexion sur l'état des médias sociaux numériques. Les services de médias sociaux dominants sont créés par des entreprises qui souhaitent avoir un monopole sur le réseau. Elles prétendent être des plateformes qui nous permettent d'entretenir notre réseau social, l'agrandir parfois même le diversifier. Cependant les intérêts réels de ces entreprises sont économiques et les besoins auxquels elles disent répondre ne sont pas forcément en accord avec les différents besoins parfois antagonistes des utilisateurs. Aujourd'hui, la grande majorité des internautes n'ont aucun pouvoir sur les médias sociaux qu'ils utilisent, ils doivent faire avec les règles imposées par les plateformes et ils risquent alors de perdre le pouvoir sur leur réseau social. Un déséquilibre se crée dans le rapport entre les monopoles privés ayant le pouvoir et la technologie et les utilisateurs soumis à des lois qu'ils n'ont pas choisis. Une volonté d'être plus autonome se fait alors sentir chez des utilisateurs des médias sociaux. Peut-on alors dire que l'autonomie par rapport les médias sociaux est une question de justice sociale ? Nous allons tenter de répondre à cette question en présentant tout d'abord l'origine d'Internet et des médias sociaux, soulever les problèmes rencontrés sur les médias sociaux dominants. Nous allons ensuite nous aider de la pensée de Castoriadis pour réfléchir au projet d'autonomie. Nous concluons sur ce projet d'autonomie est bien nécessaire pour une justice sociale.



# Partie 1

## De l'origine des médias sociaux à l'uniformisation de leurs usages

### 1.1 Origines d'Internet et naissance des médias sociaux

#### 1.1.1 L'intelligence à la périphérie du réseau

Si les origines militaires de l'Internet sont souvent celles évoquées, ce ne sont pas les militaires qui l'ont conçu. Ils ont participé à sa conception en finançant l'Arpa-Ipto, l'équipe de recherche qui a conçu les premiers protocoles de transmission du réseau ARPANET (qui deviendra ensuite INTERNET lorsqu'il sera repris par les universitaires), qui vit le jour en 1969.

Cet outil est, en premier lieu, développé pour un usage interne à la communauté scientifique. D'autres acteurs se sont ensuite ajoutés tout en préservant le noyau central ainsi que les valeurs qui y sont défendues. La réflexion autour de l'infrastructure du réseau s'est faite par des acteurs de secteurs différents (universitaires, entreprises, administration) ce qui a permis une hétérogénéité telle qu'aucun des acteurs n'était censé prendre le dessus sur les autres : personne n'est censé pouvoir s'approprier le réseau. Le minimum de contrôle dont il fait l'objet est exercé par les communautés techniques standardisant les protocoles de communication, organisés en consortium. En 1996, le standard RFC1958 [Carpenter, 1996] formule explicitement ces principes de l'architecture d'Internet. Cette formulation vise à faciliter les communications entre ordinateurs tout en respectant les valeurs défendues dès le départ par les pionniers d'Internet : l'intelligence doit être en bout de réseau pour que la création se fasse du côté des logiciels et des utilisateurs et non pas de la structure qui doit rester ouverte et décentralisée.

Internet doit donner l'espace et le potentiel aux utilisateurs de créer. Ce potentiel est d'ailleurs impossible si l'accès à la connaissance est limitée.

### 1.1.2 Les valeurs communes des pionniers d'Internet

Dans les années 1960, aux États-Unis, les précurseurs du réseau Internet sont profondément marqués par la contre-culture américaine du syndicalisme étudiant et du mouvement hippie caractérisés par leur attachement aux principes d'émancipation et d'autogestion.

« Les informaticiens l'ont nourri de leurs pratiques de coopération, de co-conception et de réputation auprès des pairs. Ils ont établi un code déontologique qui valorise l'autonomie, la liberté de parole, la gratuité, le consensus, la tolérance. Ce faisant, les inventeurs de l'Internet ont matérialisé un ensemble de valeurs qui exercent un effet persistant sur la forme du réseau, sur son organisation (libertaire) et sur ses pratiques (solidaires). » [Cardon, 2010, p.13]

Dans la pratique, pour que l'Internet apporte un espace et un potentiel de création pour les utilisateurs, il est nécessaire que la connaissance soit apatride et qu'elle puisse circuler librement. Ce sont des valeurs que l'on retrouve déjà dans les communautés scientifiques.

La liberté de parole et de création est aussi garantie par la possibilité d'anonymat – ou de pseudonymat – offerte par l'Internet : l'individu n'est plus jugé sur son âge, son niveau d'étude, son sexe ou encore sa couleur de peau mais sur ce qu'il produit, la force de son argumentation, la richesse de sa création. L'anonymat est présenté comme une condition nécessaire à la libération de la parole pour toutes et tous et donc à un bon fonctionnement d'Internet [Fabienne Greffet, 2008].

Il est toutefois important de noter que malgré les valeurs d'ouverture et de tolérance défendues par les pionniers de l'Internet, ceux-ci formaient un groupe très homogène d'hommes blancs, occidentaux, issus des classes moyennes et cultivés. Comme dit plus tôt, ce groupe a aussi été très marqué par les idéologies d'autonomie et de liberté de la contre-culture américaine. Cela explique pourquoi l'universalisation de ces valeurs était plus facile aux débuts d'Internet.

Il n'est donc pas étonnant qu'il soit investi rapidement par des acteurs dont les idéaux politiques étaient proches des valeurs défendues : les militants du logiciel libre, de l'information alternative, de la culture pour tous.

### 1.1.3 Le réseau social et les médias sociaux

Le réseau social est un concept des sciences humaines et sociales dont des modélisations mathématiques ont été réalisées dès les années 1950. Il désigne la structure que forme des acteurs sociaux – individus ou organisation, et leurs liens entre-eux, c'est-à-dire les interactions sociales qui existent dans cette structure. Dès 1933, Jacob Levy Moreno représente ces réseaux en sociogrammes pour les étudier [Moreno, 1934].

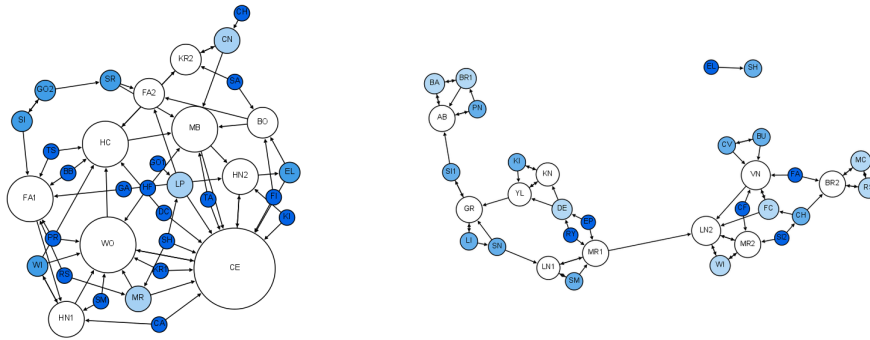


FIGURE 1.1 – Sociogrammes représentant en CP (à gauche) et en CM1 (à droite) le réseau social d’enfants d’une même classe à qui l’on a demandé de choisir 2 personnes à côté de qui s’asseoir. Le bleu représente les enfants qui n’ont été désigné par aucun enfant, le blanc ceux désignés par plus de 3 enfants [Grandjean, 2015].

Cette modélisation du réseau social est très utilisée pour les réseaux sociaux *numériques*. Dans ce type de réseaux sociaux, on s’intéresse particulièrement aux informations échangées.

Le terme de *réseau social* est aujourd’hui souvent utilisé pour désigner ce qui est un *média social*. En réalité, sur Internet, les plateformes utilisées par les personnes pour faciliter les échanges de fichiers et d’information sont *des outils*, des *moyens* (du latin *medium*) au service du réseau social.

Il peut être raisonnable de penser que le réseau et le média sont interdépendant : le média n’a aucun intérêt à exister sans le réseau et l’existence du réseau est largement facilitée par celle du média. Or, le numérique permettant aujourd’hui d’étudier beaucoup plus facilement les réseaux sociaux, les liens et les interactions entre les nœuds semblent plus explicites, cette interdépendance est souvent utilisée pour confondre le réseau et le média. Cette confusion est à l’avantage des entreprises proposant les technologies. En effet, en confondant média et réseau et en monopolisant la technologie qui sert de média, une entreprise comme Facebook se rend indispensable à l’existence du réseau. Le nom – Facebook, YouTube, Instagram etc – prend alors la place du sujet même, c’est-à-dire du réseau.

Si l’on considère qu’un réseau social existe à partir du moment où il y a une interaction entre des individus, sur Internet cela fût possible à partir du moment où sont apparu les premiers services de mise en relation des individus. Cela voudrait-il alors dire que le média conditionne l’existence du réseau ? Il serait plus exact de dire que le média conditionne la naissance du réseau et que son évolution peut se faire *via*

d'autres médias.

Ainsi, le premier « outil » qui a fait naître les premiers réseaux sociaux est le langage, qu'il soit oral, écrit, symbolique... Ce média est le seul à rester indispensable aux échanges. Nous pourrions alors voir les plateformes numériques d'échanges comme des couches de médiation non-fondatrices et remplaçables.

## 1.2 Centralisation des attentions vers les monopoles

### 1.2.1 Démocratisation et massification de l'usage d'Internet

La démocratisation de l'Internet commença tout d'abord à la fin des années 1970, à l'apparition des micro-ordinateurs qui permettent une connexion individuelle et directe au réseau alors que, jusqu'ici, il y avait un intermédiaire (le serveur du laboratoire, par exemple). Après cette démocratisation vient une réelle massification sur deux décennies. Le tableau 1.1 regroupe les données du W3C (pour 1995, 2000 et 2010) et d'un rapport de We Are Social (pour 2018).

Année	Nombre d'internautes	% de la population mondiale
1995	16 millions	0.4%
2000	359 millions	5,9%
2010	1,8 milliard	25%
2018	4,12 milliards (dont 3,36 milliards inscrits sur les médias sociaux)	54 % (44%)

TABLE 1.1 – Massification de l'utilisation d'Internet

En 2018, le taux de pénétration d'Internet est très fort dans le monde occidental : 73% des américains (nord et sud) et 80% des européens ont accès à Internet.

La massification apporte une grande diversité aux utilisateurs d'Internet, les pionniers appartenant à un groupe social et culturel plutôt homogène. Cette massification change réellement le rapport qu'entretient l'individu avec l'espace qu'est Internet. À l'origine considéré comme un monde virtuel découplé du réel, il s'introduit de plus en plus dans la vie quotidienne. L'Internet perd alors sa dimension utopique – *qui n'est en aucun lien* – au profit d'une allure d'extension du réel – *qui est alors en tout lieu*.

Les populations hétérogènes investissant l'Internet « éclatent en univers disparates, se compromettent avec le onde marchant, s'exhibent sous toutes les facettes, encouragent les comportements opportunistes ou mimétiques, parient sans complexes la coopération et le calcul, le don et la frime, la créativité et la standardisation » [Cardon, 2010, p.27]

Cardon souligne alors la grande hétérogénéité des comportements due à l'hétérogénéité des groupes d'individus investissant Internet. De plus, comme Internet devient un lieu de rencontre et de partage pour une grande partie de la population mondiale,

il n'est pas étonnant qu'il soit aussi investi par le secteur marchand. Cela est d'ailleurs facilité par le fait qu'Internet n'est contrôlé par aucune entité particulière : les valeurs défendues par les pionniers et l'architecture décrite à ses débuts préconise des comportements mais n'en impose pas car l'essentiel était de laisser les utilisateurs en auto-gestion.

Avec l'apparition des médias sociaux, au milieu des années 2000, chaque internaute a eu la possibilité de devenir à la fois récepteur et émetteur de contenu. Les chiffres du rapport « We Are Social » donnent d'ailleurs une idée de l'importance des médias sociaux dans l'utilisation d'Internet.

### **1.2.2 Monopolisation du flux, marchandisation des données personnelles et fin de l'anonymat**

La massification de l'usage d'Internet attire les entreprises à investir le réseau d'autant plus que le lieu n'est pas encore très bien encadré juridiquement et que les principes posés par les pionniers englobent des questions éthiques : il serait immoral de les enfreindre mais elles ne sont pas punitives. Si l'Internet est par définition un réseau décentralisé, l'arrivée du secteur marchand a joué un rôle majeur sur son architecture. On observe aujourd'hui une centralisation des services et de l'information vers les « géants du web » aussi appelés GAFAM<sup>1</sup>. Les services proposés par ces entreprises sont massivement utilisés par les internautes et ils jouissent d'un monopole dans leurs domaines respectifs, que ce soit en nombre d'utilisateurs actifs, en nombre de visites ou encore en temps passé sur le service. Les services de médias sociaux de ces entreprises (Facebook, YouTube, Instagram, Twitter...) sont utilisés massivement car ils semblent répondre à un besoin des internautes de faire communauté sur Internet, sans n'avoir rien à payer. Si ces services sont gratuits, ces entreprises se trouvent toutefois dans le top 10 des capitalisations boursières en 2017 [PwC, 2017]. Leur modèle économique se base sur la récolte des données personnelles de leurs utilisateurs. Ainsi, les internautes ne paient pas les services avec de l'argent mais avec leur vie privée. Les sommes gagnées par les géants du web leur permet, notamment, de racheter de nouvelles plateformes de médias sociaux pour continuer à asseoir leur monopole.

Le manque de confiance envers ce que font ces entreprises avec les données personnelles est d'ailleurs grandissant. Si l'exploitation à des fins publicitaires était affichée sans trop de complexe, d'autres aspects sont moins mis en avant : par exemple l'analyse comportementale à visée marketing, le pistage ou encore le filtrage de l'information... En 2013, Edward Snowden, un lanceur d'alerte américain ancien employé de la CIA et de la NSA, révèle les programmes de surveillance généralisée des américains et des britanniques avec l'aide, notamment, de ces grandes entreprises du numérique. L'anonymat sur Internet en est fortement remis en cause (figure 1.2).

---

1. Pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft

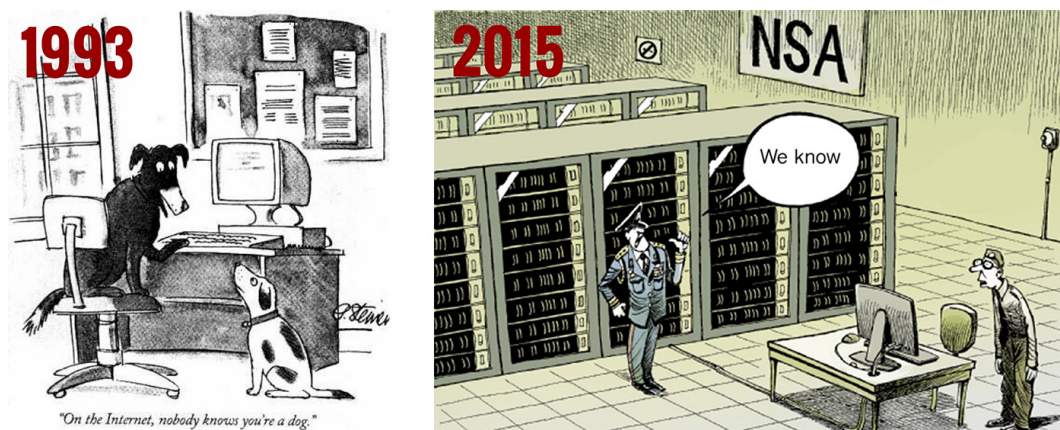


FIGURE 1.2 – À gauche l'image originale de Peter Steiner parue en 1993 dans le *New Yorker* pour vanter l'anonymat sur Internet : « Sur Internet, personne ne sait que tu es un chien » - À droite une « mise à jour dans un monde Post-Snowden », en 2015.

Pour continuer à vivre selon ce modèle économique, ces entreprises se présentent comme la meilleure alternative possible. Leur puissance financière leur permet de mettre en place les structures nécessaires pour soigner leur image et permettre un *effet de réseau*<sup>2</sup> qui capture les utilisateurs dans leur jardin clôturé [Memetic, 2012]. Des techniques d'ergonomie, des algorithmes de suggestion sont par exemple utilisés pour maximiser le temps passé par l'utilisateur sur ces plateformes.

### 1.2.3 Centralisation des pouvoirs : l'intelligence aux centres du réseau

Il est inexact de dire que l'Internet n'est plus décentralisé et qu'il est maintenant sous le contrôle des entreprises monopolisant les flux. En effet, l'architecture et le fonctionnement de l'Internet n'a que peu changé.

Ce n'est donc pas la structure physique de l'Internet qui est mise en danger mais les valeurs d'autonomie et de liberté portées par ses pionniers. Dans les cas présentés précédemment par exemple, la gouvernance est aux mains des entreprises : elles-mêmes décident des conditions générales d'utilisation, des contenus autorisés ou non, des algorithmes d'affichage de l'information, et tout cela de manière plus opaque. Ces pratiques ne respectent pas les libertés des utilisateurs. Cependant, ces outils sont proposés par des entreprises, il semble donc normal qu'elles puissent y imposer les règles qu'elles souhaitent. Dans ce cas pourquoi cela pose tant de problèmes aux

2. Phénomène par lequel l'utilité réelle d'une technique ou d'un produit dépend de la quantité de ses utilisateurs [Wikipédia, 2018].



défenseurs des libertés des individus ? Parce que leur importance sur le réseau et leurs moyens financiers leur donne la capacité d'attirer les utilisateurs et de les captiver. Cela permet alors à services de se poser comme indispensables pour pouvoir interagir avec son réseau social. L'utilisateur perd toute autonomie sur le réseau, il n'y a donc aucune forme de consensus entre les parties, et il finit par simplement subir le fonctionnement de la plateforme qu'il utilise.

Il est important de noter que ce n'est pas parce que ce sont des entreprises qui imposent la gouvernance de ces plateformes qui pose problème et qu'il suffirait, par exemple, de gérer ces plateformes par l'état. En effet, les révélations d'Edward Snowden ont montré que les états sont aussi très friands des informations sur les internautes. Ainsi, une centralisation des informations au niveau de l'état laisse imaginer des dérives politiques semblables aux dystopies orwelliennes.

Cette centralisation de la gestion des plateformes est donc au cœur des problématiques qui empêchent l'autonomie sur les médias sociaux.

## 1.3 Les médias sociaux à l'image de nos sociétés

### 1.3.1 Le modèle prédominant sur les médias sociaux

L'arrivée massive de nouvelles personnes sur le réseau Internet a permis de diversifier les groupes sociaux et culturels connectés. Néanmoins, il est remarquable que, de nos jours, les services de médias sociaux font partie des sites les plus consultés au monde. Selon les chiffres de la filiale d'Amazon Alexa qui fournit des informations sur la popularité des sites web, YouTube, Facebook, Twitter, Instagram et Reddit<sup>3</sup> se trouve dans le top 20 des sites les plus consultés, en 2018. Ces médias sociaux suivent tous un modèle similaire qui a plusieurs caractéristiques particulières qui expliquent autant le succès de ces plateformes que les critiques qui leur sont adressées.

**Le média social est *centralisé*.** Cela signifie que son intégrité dépend d'une seule entité sans laquelle il ne peut fonctionner. Leur taille nécessite que leur infrastructure repose sur un système physique décentralisé, comme le reste d'Internet, mais les entreprises les gèrent comme un unique service. Les services centralisés sont beaucoup plus simple à réaliser et à gérer sur le plan technique : un unique pôle décide de l'évolution de la plateforme. Toutes les informations sont facilement trouvables car elles se situent au même endroit.

**Le modèle économique est basé sur les *données personnelles*.** Ces médias sociaux récoltent de nombreuses informations personnelles de ses utilisateurs pour les revendre. Cela pose des problèmes majeurs : les entreprises ne respectent pas les

---

3. Site web communautaire de partage de signets permettant aux utilisateurs de soumettre leurs liens et de voter pour les liens proposés par les autres utilisateurs [Wikipédia, 2018].

libertés et la vie privée de ses utilisateurs et vont tout faire pour agrandir leur réseau tout en gardant les utilisateurs en captivité.

**Les réseaux sociaux sont *isolés*.** Ces médias sociaux sont des *jardins clôturés* : ils n'ont pas de lien entre eux [Memetic, 2012]. Ainsi une personne ayant un compte Twitter ne pourra jamais voir les activités de ses connaissances sur Facebook sans créer un compte : chaque plateforme cherche à captiver ses utilisateurs et une ouverture des clôtures serait alors synonyme d'une perte de contrôle sur le réseau.

**Le réseau bénéficie de l'*effet de réseau*.** Les moyens financiers des entreprises détenant ces plateformes sont tels qu'elles peuvent mettre en place une infrastructure pouvant supporter l'utilisation de millions voire de milliards d'internautes. Ainsi, même si le réseau est isolé, il est assez conséquent pour donner l'impression « qu'il y a tout le monde ». Sans ces moyens financiers, il est impossible d'imaginer une plateforme centralisée supportant autant d'utilisateurs : l'effet de réseau ne sera alors pas favorable à ces alternatives.

**Les utilisateurs *subissent* les règles du média social.** Comme expliqué précédemment, la gouvernance de ces plateformes est aussi centralisée. En s'inscrivant, l'utilisateur accepte les conditions d'utilisations. Ces dernières jouent le rôle de lois sur le média, elles représentent la vision, sont écrites et appliquées d'une seule et unique entité qu'est l'entreprise. Si des lois d'états peuvent avoir un impact sur ces règles, l'utilisateur ne prend jamais explicitement part à leur écriture.

**Les utilisateurs *n'ont pas à se soucier de la technique*.** La massification ouvre les portes d'Internet à une grande majorité de personnes qui n'ont pas les connaissances techniques pour utiliser les médias existants aux débuts d'Internet. Au départ, ce sont les moteurs de blogs dont les utilisateurs n'ont pas à se soucier du fonctionnement technique pour pouvoir partager du contenu qui rencontrent un grand succès. De la même manière, Facebook et consorts promettent une utilisation intuitive et efficace sans avoir de connaissances techniques.

**Les utilisateurs sont *privés de la technique*.** Si le dernier point explique le succès des médias sociaux utilisés majoritairement, il est l'objet de fortes critiques. Ces outils sont qualifiés de propriétaires ou privés, c'est-à-dire que leur fonctionnement reste opaque et ne peut pas être étudié par un tiers. Cela permet à l'entreprise de garder le contrôle sur ses outils et par la même occasion sur ses utilisateurs, sous couvert de protection de la propriété intellectuelle. Les avancées techniques ne sont donc pas mises en commun, ce qui peut être interprété comme une monopolisation des connaissances.

La prédominance de ce modèle donne une impression d'uniformité à l'usage des médias sociaux. Nous pourrions alors nous demander si le succès de ce modèle s'explique parce qu'il est l'unique modèle possible ou si cette uniformisation prend racine plus profondément dans nos modèles de sociétés occidentales.

### 1.3.2 Le consumérisme comme mode de vie et comme mode d'être

Si le modèle présenté précédemment est prédominant, d'autres modèles existent. Parmi les sites web les plus consultés au monde et qui n'a pas été cité précédemment, il y a Wikipedia. Cette encyclopédie en ligne est bien un média social car il regroupe une communauté de très nombreuses personnes qui échangent, travaillent, collaborent afin d'enrichir l'encyclopédie. L'inscription y est libre, et toute personne inscrite peut participer à l'écriture d'articles, donner son avis sur l'objectivité ou non de certaines informations, remonter des erreurs etc. Ainsi, il y a trois caractéristiques pour lesquelles Wikipédia diffère radicalement du modèle présenté précédemment : la gouvernance n'est pas centralisée, c'est-à-dire que il n'y a pas une vision verticale de l'application des règles, et l'utilisateur n'est pas privée de la technique car il contribue à la modification de l'encyclopédie et le logiciel sur lequel elle se base est sous licence libre, d'où l'émergence de nombreux *wikis* sur Internet et le modèle économique n'est pas basé sur la récolte des données personnelles mais sur le don<sup>4</sup> donc la vie privée de l'utilisateur est respectée.

« Pour beaucoup de commentateurs pressés, les pages d'articles éditées constituent la seule face visible de Wikipédia. Elles s'offrent dès lors comme une cible facile aux reproches d'imperfection, d'incomplétude ou d'erreurs. Pourtant, les wikipédiens ne se contentent pas d'écrire l'encyclopédie. Ils discutent, se disputent, négocient et s'accordent sur les pages *Discussion*. Ils se modifient, se corrigent et se révoquent sur les pages *Historique*. Ils se testent, s'amuse et apprennent dans les pages *Bac à sable* et *Bistrot*. Ils montent la garde, veillent, vérifient, corrigent, protègent et bloquent à l'aide de la *Liste de suivi* et des pages de *Modifications récentes*. Ils se querellent, argumentent, votent et décident sur les *Pages à Supprimer* et alertent les *Wikipompiers* lorsque leurs débats s'enflamment. Et s'ils ne parviennent pas à s'accorder, ils iront alors accuser ou se défendre devant le *Comité d'arbitrage*. » [Cardon, 2009]

Cependant, comme le fait remarquer Dominique Cardon dans la citation précédente, « les pages d'articles éditées constituent la seule face visible de Wikipédia » et pas seulement pour « beaucoup de commentateurs pressés », pour la majorité des

---

4. D'après le fondateur de Wikipédia, Jimmy Wales : « Le commerce n'est pas un monstre et la publicité n'est pas un mal en soi. Mais ni l'un ni l'autre n'ont leur place ici. Nous n'en voulons pas sur Wikipédia. »

personnes utilisant l'encyclopédie. Prenons l'exemple de la France : en 2017, Wikipédia est le 4<sup>e</sup> site le plus visité, il compte 24 392 000 visiteurs uniques par mois or il ne compte que 3 207 686 d'utilisateurs inscrits et seulement 16 707 contributeurs actifs<sup>5</sup>. Ainsi seulement 0,13% des personnes consultant ce site y interagissent *potentiellement* avec d'autres utilisateurs et l'utilisent en tant que média social.

Pourtant, des efforts sont fait pour que la contribution soit facilitée : corriger une faute d'orthographe, ajouter une référence, traduire un article, toute contribution est valorisée par la communauté. Qu'est-ce qui empêche le succès d'un tel modèle, si ce ne sont pas des barrières d'entrée ?

Tout d'abord Wikipédia ne se présente pas comme un média social mais comme une encyclopédie collaborative et ne suit pas le modèle des médias sociaux massivement utilisés : les échanges ne sont pas basés sur de l'expression publique, du partage de photos de vacances, des discussions entre amis. Ainsi, la dimension « encyclopédie » a pris le dessus sur le caractère « collaboratif ». Les utilisateurs se positionne en tant que *consommateurs* des contenus proposés par Wikipédia alors que tout est fait pour qu'ils aient la liberté d'en être *acteurs*.

Cependant, prendre part à la gouvernance, aux décisions sur l'avenir de la plateforme, améliorer techniquement celle-ci, ce ne sont pas des choses qui sont usuellement demandées aux utilisateurs. Les premiers internautes issus de la massification d'Internet vivent dans une société de consommation. Si le consumérisme est le mode de vie dominant dans nos sociétés occidentales, il n'est pas étonnant alors que ce soit le mode d'être que les personnes adoptent sur Internet car, comme dit précédemment, il n'est plus l'*autre monde* des pionniers mais l'*extension de notre monde*.

### 1.3.3 Faut-il quitter les médias sociaux ?

Accepter ce mode de vie consumériste dans le réel comme dans le virtuel est une soumission, même si souvent inconsciente. Les modèles dominants posent de nombreux problèmes comme expliqués précédemment mais ils se présentent aussi que les seuls viables car ils correspondent très bien aux attentes de notre société, tout en produisant de nouvelles attentes qui nous enferment dans leur modèle.

Une personne qui n'est pas en accord avec ces principes pourrait alors dire : « quittons les médias sociaux. » Ce serait en effet une solution pour ne plus subir un modèle que l'on n'accepte pas. Cependant, cela n'empêche pas la prolifération du modèle car, ces entreprises l'ont bien compris, l'espace numérique ne sera désinvesti de si tôt. Du moins, dans une vision où l'on suppose que l'Internet sera toujours aussi accessible dans une cinquantaine d'années. En quittant simplement tous les médias sociaux, cette personne renonce alors à la possibilité de conserver son réseau social et ne remet pas en cause le fait que ces plateformes soient les seules viables.

Si l'on souhaite du changement, il est nécessaire quitter *ces* médias sociaux do-

---

5. Ce sont les utilisateurs qui ont apportés une modification sur les 30 derniers jours

minants. Leur modèle est cohérent avec les valeurs du capitalisme qu'ils défendent : nous pourrions essayer de les rendre moins néfastes en encadrant leur fonctionnement par des lois par exemple mais cela ne fait que légitimer encore plus leur importance et leur supposée indispensabilité sur Internet.

Quitter *ces* médias sociaux et en imaginer d'autres, cela semble faisable car des exemples existent même s'ils sont moins visibles. Nous avons vu que notre mode de vie en société influence notre mode d'être sur Internet : changer Internet ne peut pas se faire sans se changer soi et sa société. Nous allons voir par la suite les conditions de ce changement.



## Partie 2

# Autonomie individuelle et sociale par rapport aux médias sociaux

### 2.1 L'autonomie individuelle et sociale selon Castoriadis

Cornelius Castoriadis (1922-1997) est un philosophe, économiste et psychanalyste grec qui consacre une grande partie de sa réflexion à la notion d'autonomie<sup>1</sup>. Il élabore un « projet d'autonomie », projet de société visant l'autonomie individuelle et sociale, une démocratie qu'il dit « radicale » qui s'oppose à l'hétéronomie<sup>2</sup>, qui est, selon lui, constitutive des sociétés religieuses, des régimes capitalistes mais aussi du régime de l'URSS. Ce projet d'autonomie repose sur une volonté de permettre l'émancipation des personnes et des sociétés face aux modèles qui leur sont imposés et qu'ils subissent.

#### 2.1.1 L'individu, la société et l'imaginaire radical

Il est parfois d'usage de distinguer l'individu de la société comme si c'était deux objets ou deux réalités distinctes. Ils formeraient alors une partie et un tout dans notre monde. Pour Castoriadis, cela est faux : un individu est forcément social. Dès sa naissance, il est influencé par la société dans laquelle il vit. D'autre part, l'individu produit sa société, la change, la fait évoluer par le fait simplement d'évoluer en elle.

Cependant, il ne suffit pas simplement de rassembler des individus entre eux pour faire société : les créations sociales ne sont pas faites d'une simple addition des individus entre eux. L'exemple qu'il prend est celui de la connaissance. Il est évident que si l'on additionne toutes les connaissances de tous les individus d'une société, on ne retrouvera jamais l'ensemble des savoirs de la société. Cela signifie que ces connaissances existent dans des lieux qui ne sont pas l'esprit des individus. La société est

---

1. Du grec *autos* (soi-même) et *nomos* (loi, règle).

2. Du grec *heteros* (autre) et *nomos* (loi, règle).

aussi formée de ces lieux mais ces lieux sont une création de l'individu : par exemple les livres sont des lieux qui complètent les « semi-connaissances ». Nous savons que certaines choses font partie de la connaissance de la société mais il nous faut nous référer à des écrits pour préciser ce savoir. Il existe alors une relation réciproque entre la société et l'individu, l'un ne peut pas se réduire à l'autre, il représente toujours *un peu plus* que l'autre.

D'autre part, toute société crée ses institutions – de manière consciente ou inconsciente – qui évoluent en même temps qu'elle. Pour Castoriadis, il faut se représenter ces institutions dans le sens large : c'est autant ce qu'il appelle le *legein* (le langage) qui lui permet de construire ses représentations du monde et d'elle-même, que la *teukhein* (la technique) qui se rapporte aux solutions matérielles qui permettent de satisfaire les besoins des membres de cette société. La société ne peut pas cependant pas être divisée en ces institutions comme si elles étaient interconnectées et interdépendantes et formaient un tout à l'image d'un organisme vivant. Tout d'abord parce que ces secteurs ne sont pas clairement identifiables et varient d'une société à l'autre. Dans certaines sociétés, par exemple, la loi et la religion sont des institutions confondues. Et ensuite parce que, contrairement aux différents systèmes de l'organisme vivants qui dépendent les uns des autres, une institution de la société peut largement prendre le dessus des autres voire s'autonomiser : elle ne dépend alors plus des autres institutions et exerce sur elles une domination. Dans certaines sociétés, ce secteur est la religion, dans d'autres c'est l'économie.

Ainsi, pour Castoriadis, comprendre les sociétés c'est accepter le fait que chaque société est un *type ontologique*, elle est unique en son genre. Si une partie du développement d'une société dépend des conditions initiales, il n'est pas possible de caractériser entièrement une société de manière ensembliste car elle contient *en elle-même* une certaine indétermination.

Cette indétermination est due à ce que Castoriadis appelle *l'imaginaire radical*. Ce n'est pas simplement un imaginaire au sens de ce qui n'existe pas, il signifie que chaque individu a le *potentiel*, la *capacité* de créer quelque chose de nouveau, que rien n'impose de créer. C'est cette capacité présente dans tous les individus de la société qui rend cette dernière indéterminable : les possibilités de ce que peut potentiellement être une société sont bien plus grandes que ce qu'elle est effectivement. Cette vision donne un réel espoir de changement radical.

### 2.1.2 L'hétéronomie de nos sociétés contemporaines

Par définition, une société hétéronome est une société dont les lois, les règles, dépendent d'une entité extérieure. En particulier, pour Castoriadis, ce sont les sociétés dont les lois ne sont pas *lucidement* considérées comme des créations de la société elle-même. Pour comprendre cette affirmation, il faut prendre en compte la notion de *signifié-signifiant central* introduit par le philosophe.



Pour Castoriadis, le signifié-signifiant central est l'institution fondatrice de chaque société qui, dans de nombreux cas, s'est autonomisée et qui commande tout le reste de la société. Elle n'est pas souvent remise en cause car on n'y remonte généralement jamais.

Les institutions créées par la société – de manière consciente ou non – peuvent se référer à plusieurs éléments différents :

**À un réel perçu.** C'est-à-dire que l'institution se base sur un signifié dont le référent<sup>3</sup> est une perception issue du réel. Le lien biologique par exemple est ce type d'institution.

**À quelque chose de rationnel.** C'est-à-dire qu'il découle logiquement de quelque chose qui est perçu. Toute la science est basée sur cela.

**À quelque chose d'imaginaire.** C'est-à-dire qu'il ne découle pas de quelque chose de réel mais de fictif, ce qui est le cas des mythes par exemple.

Pour Castoriadis, une société hétéronome est une société où le signifié-signifiant central, cette institution qui va prendre une grande importance par rapport aux autres institutions, est difficile à saisir car il se réfère très à quelque chose de fictif qui n'est pas pris comme tel. Dieu et le centaure, par exemple, sont deux signifiés dont les référents ne se trouvent ni dans le réel perçu, ni dans le rationnel mais dans l'imaginaire. Or, le centaure n'a que peu d'impact sur la société car sa dimension fictive est acceptée, ce qui n'est pas le cas de Dieu. Le même raisonnement s'applique lorsque le signifié-signifiant central est la « loi de l'économie » par exemple et c'est d'ailleurs ce qui prime dans nos sociétés occidentales.

Il y a « clôture des significations imaginaires sociales » lorsque ce signifié-signifiant central devient la réponse à toutes les questions en suspens de la société et qu'il n'est pas possible – ou accepté – de le remettre en question. L'autonomie, comme nous le verrons par la suite, c'est (prendre) ce pouvoir de tout remettre en question afin de ne plus être aliéné par la société hétéronome.

### 2.1.3 Comment se justifie la prédominance des institutions présentes ?

Si les sociétés créent leurs propres institutions, nous pouvons nous questionner sur ce qui justifie la prédominance du modèle dominant, par exemple dans le cas des médias sociaux.

---

3. Signifié et référent sont utilisés ici comme deux des trois éléments qui forment le langage. Le signifié est ce que l'on souhaite dire, le signifiant est l'expression utilisée pour le dire et le référent est ce qui est désigné en dehors de la sphère du langage.

Une explication souvent apportée est fonctionnaliste. Ces institutions découleraient de la nécessité. C'est ainsi qu'elles fonctionneraient le mieux en tenant compte de toutes les conditions matérielles données. Les conditions initiales du groupe humain (sa dimension, son rapport à son environnement, son rapport à l'autre...) auraient amené logiquement aux institutions qui existent aujourd'hui, c'est d'ailleurs ce qui différencierait les sociétés les uns des autres. Cette explication est critiquée par Castoriadis. Pour lui, il existe en effet des conditions initiales : il est évident que la construction sociale s'appuie sur le naturel. Cependant, les conditions initiales n'imposent pas une unique façon de faire – et donc de construire ses institutions – mais ouvrent une large palette de possibilités et de potentialité : la création sociale est arbitraire. De plus, cette explication fonctionnaliste suppose forcément une direction, une fin vers laquelle la société tend, la *nécessité* : elles ne sont pas explicitement définies et suppose qu'il y aurait des besoins humains universels satisfaits par ces institutions. Il semble clair que les besoins changent en fonction des sociétés, que ce soit selon les différences géographiques que temporelles. Si ces besoins ne sont pas universels alors ils sont en constante évolution et si une trajectoire ne peut pas être déterminée, il n'est pas possible de penser que les institutions existent comme telle à par logique et nécessité. Il y a une marge d'indétermination qui laisse penser que l'institution n'est pas pré-déterminée.

Bien entendu, le modèle dominant sur les médias sociaux est un modèle de société hétéronome : les utilisateurs ne participe pas à l'institution du réseau. Pour Castoriadis, rien ne justifie logiquement la prédominance de ce modèle par rapport à d'autres. Même si une société hétéronome produit des individus hétéronomes, ces derniers ne sont pas déterminés et leur capacité à imaginer des modèles différents, à s'auto-instituer existe par l'imaginaire radical. L'individu hétéronome a donc la capacité de se rendre autonome.

#### **2.1.4 L'autonomie de la société et de ses membres**

La première définition de l'autonomie qui s'oppose à l'hétéronomie est alors une volonté individuelle et collective de se conformer à des lois que l'individu et la société se sont eux-mêmes donnés. Pour Castoriadis, un individu est sur le chemin de l'autonomie s'il s'interroge sur l'imaginaire radical et le signifié-signifiant central de sa société. La remise en question permanente des institutions, le regard lucide sur le fait qu'il est lui-même à l'origine de ces institutions, permet alors à l'individu de sortir de l'aliénation par rapport à la société et réveille l'imaginaire radical [Castoriadis, 1996].

Une question se pose toutefois : comment un changement vers une société autonome est-il possible si l'individu et la société sont interdépendant, que la société est hétéronome et que l'individu est le fruit de la société ? Cette question est légitime et Castoriadis y répond comme suit :

« On peut avoir l'impression que tous les éléments nécessaires à la solution de notre problème se présupposent l'un l'autre et que nous nous trouvons

pris dans un cercle vicieux. Il s'agit bien d'un cercle mais qui n'est pas « vicieux » car c'est le cercle de la création historique. Les *politai* grecs ont-ils créé la *polis*, ou la *polis* les *politai*? Cette question est absurde précisément parce que la *polis* ne peut avoir été créée que par l'action d'être humains qui étaient, pour la même raison, en train de se transformer en *politai*. » [Castoriadis, 1999, p.166]

Les évolutions de l'individu et de la société doivent se faire en chœur.

### 2.1.5 Cette vision appliquée aux médias sociaux numériques

Afin de comprendre les médias sociaux à la lumière de la pensée de Castoriadis, il faut voir les sociétés comme les différents réseaux sociaux sur lesquels reposent les différents médias sociaux et les individus comme les utilisateurs de ces médias sociaux. Les médias sociaux portent les institutions de ces sociétés.

Les médias sociaux dominants que sont Facebook, Twitter et consorts reposent bien entendu des sociétés hétéronomes. Le signifié-signifiant central est le capitalisme c'est-à-dire l'accumulation de la richesse. Ainsi, l'existence de ces médias sociaux, les valeurs qu'ils portent, leur modèle économique sont justifiées entièrement par cette vision capitaliste.

Pour Castoriadis, lorsque cette accumulation de richesse est questionnée, elle ne révèle rien de très intéressant. Il n'est pas question de permettre aux personnes de mieux cultiver leurs échanges, par exemple. La richesse accumulée par ces entreprises leur permet d'agrandir leur réseau pour accumuler encore plus de richesse. Ce cercle sans fin est absurde pour le philosophe et une fin absurde ne peut justifier aucun moyen qu'elle emploie. Il est nécessaire de se rendre autonome de ces médias et de construire autre chose.

## 2.2 L'autonomie sociale dans les médias sociaux

Sur Internet, il existe des médias sociaux qui sont décentralisés et fédérés. À l'opposé des médias sociaux centralisés, le modèle décentralisé signifie qu'il n'y plus d'autorité unique et centrale qui contrôle tout le réseau. Dans ce cas, plusieurs nœuds du réseau peuvent proposer un même service mais ne sera pas considéré comme étant le même média social, la même entité. Le modèle fédéré permet aux différentes entités décentralisées d'échanger entre elles pour créer une fédération de médias sociaux. Les prises de décision sur l'évolution du réseau (de la société) se prennent autant en local (au niveau des entités décentralisées) qu'au « global » (au niveau de la fédération).

Ce modèle semble correspondre sur certains points à ce que Castoriadis présente comme une autonomie sociale. La société serait alors l'ensemble du réseau sur lequel repose la fédération, les médias sociaux décentralisés représentent les différentes institutions créés par des groupes d'individus, utilisateurs des différents médias sociaux

du réseau.

Les figures 2.1 et 2.2 schématisent les structures présentées précédemment. La première figure présente les médias sociaux dominants et la deuxième figure une des alternatives existantes dont la construction semble tendre vers une image de société autonome.

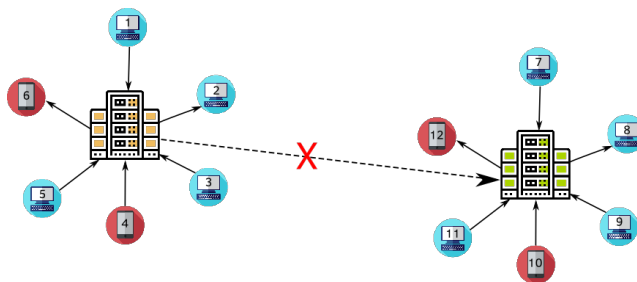


FIGURE 2.1 – Schéma de deux médias sociaux centralisés. Les deux infrastructures ne communiquent pas entre elles et captivent les utilisateurs. Dans ce cas, on peut imaginer que ce sont deux sociétés différentes avec différents individus

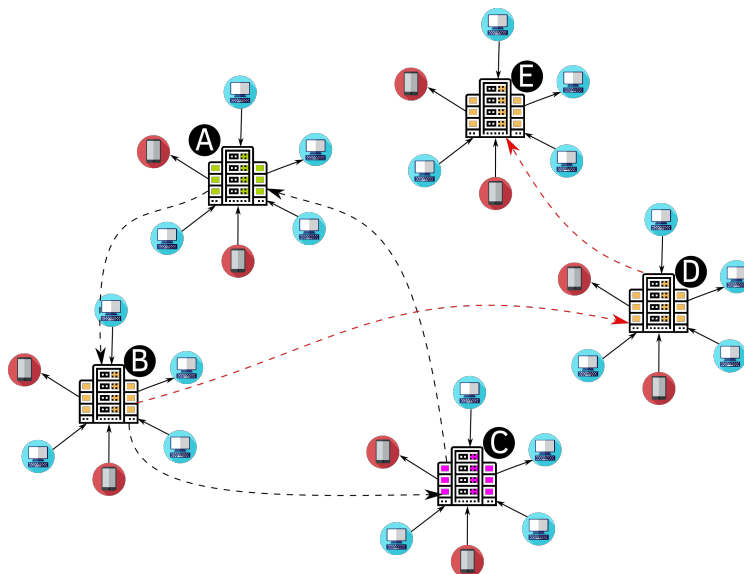


FIGURE 2.2 – Schémas de médias sociaux décentralisés et fédérés. Les infrastructures peuvent communiquer entre elles et l'ensemble forme la fédération, qui représente alors la société. Il y a un fonctionnement global et des fonctionnements locaux. Les individus peuvent passer d'un média social à l'autre tout en restant dans le réseau global.

Cependant, si ce modèle est un pas nécessaire vers une société autonome, il n'est pas suffisant. En effet, pour Castoriadis, le but premier d'une société autonome est de rendre ses individus autonomes. Les différentes conditions nécessaires à cela ainsi que les problèmes qu'elles peuvent poser sont présentés par la suite.

### 2.2.1 L'importance des outils « libres »

Castoriadis cherche à répondre à la question suivante : quelles sont les conditions objectives (dans la société) et subjectives (dans les individus) d'un changement social radical ? Il répond que, dans un premier temps, il faut une société *ouverte* dans laquelle un individu est libre de penser, de s'exprimer et de se réunir avec d'autres individus. Il faut qu'il soit libre de vouloir un changement radical.

Sur Internet, pour qu'un utilisateur ait toutes ces libertés, il doit pouvoir s'assurer complètement que les outils qu'il utilise ne puissent pas entraver ces libertés. Sur les médias sociaux centralisés et privés, cela est impossible à assurer. En effet, l'utilisateur ne pourra jamais être sûr, par exemple, que son propos ne sera pas censuré car la gouvernance de ces plateformes est opaque. Sans contrôle des outils, un changement radical n'est pas possible. Les modèles alternatifs doivent donc donner un accès libre aux outils utilisés pour permettre l'émancipation des utilisateurs par rapport aux médias sociaux dominants.

Les logiciels libres sont très importants lorsque l'on recherche une autonomie individuelle et collective sur Internet. Les médias sociaux fédérés les plus utilisés de nos jours sont basés sur des technologies libres. Cela signifie que qu'ils peuvent être librement utilisés, étudiés, modifiés et redistribués mais aussi que leurs développeurs souhaitent avoir une approche plus éthique de l'informatique.

Ainsi, si aucune institution « locale » ne convient à un individu donné, il peut *potentiellement* en créer une en reprenant les modèles existants, y inviter les personnes qu'il souhaite et agrandir la *société* s'il le souhaite. En effet, dans ce type de réseaux, le choix peut être de fait de se connecter à tout ou partie de la fédération ou même de s'en isoler si le besoin se fait ressentir.

La remise en question permanente est remarquable dans le cadre des logiciels libres. En effet, la liberté du code permet à toute personne, si elle considère néfaste l'évolution d'un outil, de sortir de cette communauté en copiant ce qu'il souhaite de l'outil et en le faisant évoluer vers une autre direction.

Ce mode de fonctionnement donne plus de liberté, favorise la diversité des regroupements sans pour autant complètement s'isoler ou s'enfermer car l'évolution de la fédération dépend de chaque individu et de chaque média social.

Il existe tout de même des difficultés pour rendre cette conditions réalisable et viable. En effet, si des logiciels libres continuent à naître, ils rencontrent très souvent les mêmes problématiques que rencontre Wikipédia : le nombre de contributeurs est bien plus faible que le nombre de personnes qui en profite. Les problèmes rencontrés

pour favoriser cette condition seront plus longuement évoqués lorsque l'on abordera l'autonomie individuelle sur les médias sociaux.

### 2.2.2 La démocratie radicale

Comme dit précédemment, une société autonome en devenir produit des individus autonomes et ces derniers ont la capacité de remettre en question les institutions qu'ils créent. Remettre en question ces institutions c'est aussi pouvoir les faire évoluer. Pour Castoriadis, une autonomie collective n'est possible que dans le cas d'un régime de démocratie radicale. *Tous* les individus de cette société *doivent* participer à la prise de décision collective : c'est ce qu'il appelle l'*auto-institution*, la société est *instituyente* tout en étant *instituée* par ses membres. De la même manière, tous les individus de cette société doivent être lucides sur le fait que les solutions trouvées pour répondre à tous les problèmes posés ne seront jamais parfaites et pourront toujours être à nouveau questionnées. En pensant que les questions « qu'est-ce que la justice ? qu'est ce que la vérité ? » admettent une réponse définie nous faire croire que quelqu'un pourrait proposer un jour la réponse et cela nous empêchera de la remettre en question. Une société autonome demande à ses membres d'être en constante réflexivité sans quoi elle revient vers l'hétéronomie.

Dans la pratique, lorsque l'on part d'un média social hétéronome, il semble impossible de faire participer les milliards de personnes inscrites à la prise de décision sur les institutions de la plateforme. De quelle manière pourrait-on alors faire valoir les idées de tout le monde dans ce cas ?

Dans nos sociétés occidentales, la « démocratie représentative » est une solution proposée aux individus, c'est ainsi que fonctionne nos institutions politiques. Dans les régimes représentatifs, les individus sont invités à voter pour d'autres individus qui représenteraient alors les opinions des premiers. Pour Castoriadis, il n'existe pas de démocratie représentative. Il est impossible, selon lui, que le représentant et le représenté partagent *exactement* les mêmes opinions sur *toutes* les questions auxquelles le représentant doit répondre. Pour le philosophe, le représenté donne son pouvoir au représentant, il se soumet à celui-ci. Il appelle ces régimes des *oligarchies libérales* [Castoriadis, 1999, p.186]. On promet aux individus de les représenter, mais en réalité, on leur soustrait leur pouvoir. Ce n'est pas une solution pour aller vers une société autonome.

Une solution, pour Castoriadis, serait de *décentraliser* les prises de décisions. Il serait alors plus efficace de créer différents groupes locaux de personnes qui débattent entre elles et mandaterait par exemple quelqu'un pour défendre les idées dans des regroupements (en fédération, en confédération, etc.) plus globaux lorsque cela est nécessaire et que les décisions concernent des problématiques au niveau de la société entière.

Les médias sociaux alternatifs évoqués précédemment mettent bien en place cette décentralisation. Il est nécessaire, cependant, de se demander si au niveau de chaque

entité, la démocratie radicale est possible sinon on ne peut pas imaginer une société autonome.

## 2.3 L'autonomie individuelle

Une société autonome est nécessaire pour permettre l'autonomie individuelle de ses membres. Mais si l'individu est un être *social-historique*, comment peut-il faire pour ne pas être aliéné à sa société ? Nous l'avons dit précédemment, c'est tout autant sa capacité réflexive ainsi que son imaginaire radical qui le permet de s'émanciper pour ne pas simplement être déterminé par la société.

### 2.3.1 La vision individualiste et libérale des pionniers de l'Internet

Dans la première partie de ce travail, nous avons présenté les pionniers de l'Internet comme des individus qui défendent la liberté et l'autonomie. Cependant, c'est une autonomie à comprendre dans le sens libértarien du terme : auto-suffisance, responsabilité et faire soi-même. Ce sont ces mouvements qui sont à l'origine du mouvement de l'*open source* ou encore des start-up californiennes.

Si le mouvement *open source* est souvent confondu avec le mouvement pour les logiciels libres, les débats entre les partisans du *free software* et de l'*open source* ne datent pourtant pas d'hier. Dès 1990, les partisans du logiciel libre défendent une vision de société avec une approche *éthique* de l'informatique alors que les partisans de l'*open source* vantent l'efficacité de cette méthode de développement de logiciels – avec une visée encore économique – et rejettent toute philosophie [Dachary, 2009, Stallman, 2007]. Le mouvement *open source* ne remet donc clairement pas en question l'économie comme institution dominante de notre société, ce qui, pour Castoriadis, ne mène pas à une société autonome.

Nos sociétés contemporaines connaissent par exemple l'*ubérisation*<sup>4</sup>. Sous couvert de promouvoir l'indépendance des personnes voulant proposer un service, celles-ci sont finalement soumises aux plateformes, ils ne peuvent pas être mis en contact avec les clients s'ils ne respectent pas les règles qui leur sont imposées. Cela n'est pas un modèle d'autonomie comme le décrirait Castoriadis.

Il serait intéressant de discuter des initiatives des cyclistes livreurs qui souhaitent se libérer des plateformes qui leur sont imposées en créant une institution s'appellant *Coopcycle*, qui serait gérée en coopérative. Si cette solution peut être un pas vers l'autonomie, il serait toutefois nécessaire de pouvoir remettre en cause les finalités d'un tel système : n'est-il pas une manière de faire autrement tout en acceptant le

---

4. L'ubérisation (ou ubérisation), du nom de l'entreprise Uber, est un phénomène récent dans le domaine de l'économie consistant en l'utilisation de services permettant aux professionnels et aux clients de se mettre en contact direct grâce à l'utilisation des nouvelles technologies. [Wikipédia, 2018]

système global mis en place? Dans ce cas, ce ne serait pas suffisant dans le cadre d'un projet d'autonomie.

### 2.3.2 S'appropriier les technologies nécessite de remplacer le confort par l'effort

Dans le cadre de la politique, être un individu autonome pour Castoriadis ne signifie pas connaître toutes les lois pour pouvoir les critiquer et les faire évoluer. Une nouvelle fois, un individu autonome a la capacité de remettre en cause des lois : c'est-à-dire qu'il doit avoir la capacité d'argumenter, de comprendre l'argumentation de l'autre, de débattre. Ainsi une société autonome a tout autant besoin d'experts que de « profanes », tant que tous ses membres admettent qu'aucune connaissance ne doit être prise comme fondamentale et non questionnable.

Dans le cadre des média sociaux numériques, il en est de même. Il n'est pas envisageable de demander à tous les utilisateurs de pouvoir comprendre le fonctionnement technique des outils qu'ils utilisent mais cela ne les empêche pas de devoir contribuer à leur évolution, c'est bien ce qui rendra l'individu et la société autonome. Cela impose un réel changement de comportement vis à vis des outils utilisés qui sont aujourd'hui considérés comme des *services*, des biens de *consommation*.

Si les outils libres donnent la capacité aux utilisateurs d'être autonomes, cela n'est donc pas une condition suffisante. Accepter de changer d'outil, de participer à son évolution doit être le fruit d'un effort parfois considérable. Selon le romancier Alain Damasio, devenir autonome c'est sortir de sa *conforteresse* [?].

Si la contribution aux logiciels libres n'est pas toujours aisée, des initiatives sont prises pour les favoriser. L'association lyonnaise Framasoft, qui sensibilise et fait la promotion du logiciel libre a initié des « ateliers de contribution » mensuels où toutes personnes peuvent venir contribuer à leur échelle au développement de logiciels libres, en aidant à leur développement, en les traduisant, en les testant, en remontant les bugs aux développeurs principaux, en proposant des solutions etc. Ce changement de paradigme – du consommateur au contributeur – est nécessaire pour l'autonomie collective et elle est aussi une porte d'entrée vers l'autonomie de l'individu.

L'autonomie individuelle demande donc l'effort de ne plus être passif par rapport aux outils que l'on utilise : l'appropriation des technologies demande une volonté de les comprendre et d'agir dessus. Ce projet d'autonomie permet de s'émanciper de la technique, par la technique.

### 2.3.3 L'ancrage dans le réel

Pour qu'un changement soit possible, il faut que l'individu puisse user de son imaginaire radical mais aussi que les circonstances soient favorables à un changement, c'est-à-dire que ces changement soient en repose à des besoins ancrés dans le réel. Si



ce n'est pas le cas, le risque est que le changement voulu ne reste que rêverie sans conséquences sur le réel.

Dans le cadre des médias sociaux étudiés dans ce travail, des solutions ancrées dans le réel existe déjà ce qui facilite bien entendu le changement.



## Partie 3

# Pourquoi créer l'autonomie ?

Le projet d'autonomie défini par Castoriadis n'a pas en vue la recherche du bonheur, ni même la recherche de la société parfaite : une société autonome est sujette à l'instabilité car elle est constamment remise en question et donc en constante transformation car l'individu est conscient qu'il n'existe aucune institution parfaite. Nous pourrions alors nous demander pourquoi être à la recherche de l'autonomie.

### 3.1 L'autonomie est une question de justice sociale

#### 3.1.1 L'autonomie permet de penser les inégalités sociales

Pour Castoriadis, ce n'est pas le bonheur qui est visé par le projet d'autonomie, c'est la *liberté*. Une société autonome produit des individus libre de repenser leurs institutions, de s'auto-instituer en étant à la recherche de la justice et de la vérité tout en sachant qu'elles ne peuvent pas être atteintes de manière définitive.

La capacité à pouvoir repenser les institutions serait alors synonyme de la capacité à pouvoir penser les inégalités sociales. Quand les hommes s'organisent en société, il y a de nombreuses différences (sexe, statut social, spécialité, capacité etc). Ces différences influencent forcément les échanges de pensée ou les échanges marchants. Les individus d'une société ne sont pas égaux. Il ne faut pas fermer les yeux sur ces inégalités car elles permettent la diversité d'opinion, et de vision qui amènent à débattre des institutions existantes.

L'autonomie sociale appliquée à une vision politique cherche à construire une égalité devant la loi, l'élaboration de la loi et le droit. Un individu autonome ne délègue pas à d'autres le pouvoir de prendre la décision sur ce qui est le bien commun.

Le fonctionnement en entités décentralisées plutôt que par la représentation permet de mettre en lumières les différents besoins alors qu'ils sont uniformisés et masqués par un système centralisé.

### 3.1.2 Vouloir l'autonomie c'est la vouloir aussi pour l'autre

Penser les inégalités sociales c'est aussi accepter de voir les besoins de l'autre. Pour Castoriadis, une société autonome a la capacité de s'auto-limiter. Cette limitation est nécessaire pour ne pas basculer vers des sociétés hétéronomes où certaines personnes arrivent à acquérir une certaine liberté au dépend des besoins des autres.

Comme dit déjà précédemment, l'autonomie individuelle et l'autonomie sociale doivent se construire en parallèle, l'un ne peut pas exister sans l'autre et une vision collective est donc toujours nécessaire.

Il admet cependant, que l'on ne peut pas imposer la passion du politique aux personnes : chaque individu doit, par lui-même, arriver à prendre conscience, grâce à la société qui évolue, de l'importance de l'autonomie.

Nous pouvons alors bien voir que la recherche de l'autonomie est une recherche de justice sociale et que des considérations individualistes de réussite et de recherche de liberté seulement pour soi ne peuvent amener à une société autonome.

## 3.2 L'autonomie par la réforme de l'existant ?

Cette dernière sous-partie questionne la possibilité d'évoluer vers une société autonome en réformant l'existant. Il n'est pas aisé d'imaginer un changement radical tout en restant dans la même société. Nous pouvons d'ailleurs remarquer, comme dans les initiatives comme *Coopcycle* qu'il est plus simple de vouloir réformer l'existant.

Si c'est un pas vers l'autonomie, cela n'est pas suffisant. Il est donc parfois nécessaire de mettre de côté l'existant, faire un pas de côté pour s'auto-instituer. Débattre sur la légitimité du système actuel est intéressant mais pourra difficilement aboutir à un changement. Un changement, si l'on souhaite qu'il soit radical, n'est parfois possible que si l'on remet à plat le système actuel, et que l'on reconstruit de nouvelles bases en partant des réels besoins des individus, quitte à s'auto-instituer à l'écart du système actuel.

Dans le cas des médias sociaux fédérés, la priorité était de construire un lieu plus ouvert, quitte à ce qu'il ne soit pas en connection avec les médias sociaux existant – qui, de toute manière, n'aurait pas accepté cette connexion pour les raisons évoquées précédemment.

# Conclusion

Dans ce travail, nous avons présenté les origines de l'Internet et des médias sociaux. Nous avons mis au jour les problématiques que ces médias sociaux posaient : ils captivent les individus, ne leur permettent pas de réfléchir par eux-même et leur prive de toute liberté pour agir sur ces institutions lorsqu'elles ne leur convenaient pas. Le projet d'autonomie de Castoriadis nous a permis de penser que des modèles différents peuvent naître des individus grâce à leur imaginaire radical. La pensée de Castoriadis s'applique très bien à la réflexion sur les médias sociaux et nous permet d'exposer les conditions nécessaires à un changement. Enfin, Castoriadis nous dit que cette autonomie ne permet pas d'atteindre le bonheur, ni même la justice mais qu'elle nous donne les capacités de rendre nos institutions plus justes et surtout de pouvoir les requestionner à tout moment.



# Bibliographie

- Badouard, R. (2017). *Le désenchantement de l'internet. Désinformation, rumeur et propagande.*
- Broca, S. (2012). *L'utopie du logiciel libre. La construction de projets de transformation sociale en lien avec le mouvement du free software.*
- Cardon, D. (2009). *La vigilance participative. Une interprétation de la gouvernance de Wikipédia.*
- Cardon, D. (2010). *La démocratie Internet. Promesses et limites.*
- Carpenter, B. (1996). *Architectural Principles of the Internet.*
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société.*
- Castoriadis, C. (1996). *La Montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV.*
- Castoriadis, C. (1999). *Figures du pensable. Les carrefours du labyrinthe VI.*
- Dachary, L. (2009). Les Régimes de l'open source : solidarité, innovation et modèles d'affaires. *Centre de gestion scientifique, Mines ParisTech.*
- Damasio, A. (2016). *la Zone du Dedans : réflexions sur une société sans air.*
- Fabienne Greffet, S. W. (2008). *Parler politique en ligne.*
- Framasoft (2014). *Dégooglisons Internet : notre (modeste) plan de libération du monde.*
- Framasoft (2017). *Contributopia : dégoogliser ne suffit pas !*
- Gosset, P.-Y. (2018). *Conférence « Contributopia : Dégoogliser ne suffit pas ! ».*
- Grandjean, M. (2015). *Social network analysis and visualization : Moreno's Sociograms revisited.*
- Maurel, C. (2010). *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation.*
- Memetic, D. (2012). *Escaping the Walled Gardens in the Cloud.*
- Moreno, J. L. (1934). *Who Shall Survive ?*
- PwC (2017). *Global Top 100 Companies by market capitalisation.*

Stallman, R. (2007). En quoi l'open source perd de vue l'éthique du logiciel libre. <https://www.gnu.org/philosophy/open-source-misses-the-point.fr.html>.

Stevens, A. (2016). *L'autonomie individuelle et sociale d'après Castoriadis*.



# Annexe A

## Contexte de ce stage

### A.1 L'association Framasoft

#### A.1.1 Les raisons d'être de Framasoft

Framasoft est une association loi 1901, basée à Lyon, créée en 2004 et initiée dès 2001 par des professeurs de français et de mathématiques voulant créer un annuaire des projets de logiciels libres. Elle compte 35 membres dont 8 salarié-e-s et ne souhaite pas grandir davantage. Une infographie présentant l'association se trouve en annexe A.3.

Les actions de Framasoft s'organisent autour de trois axes principaux : la promotion de la culture libre, la diffusion de services et le développement de logiciels libres. Les valeurs défendues par l'association sont : éthique, émancipation, inclusivité, partage, non-culpabilisation, positivité, pacisme, faire, bienveillance et soin [Gosset, 2018] .

Lors de sa campagne « Dégooglisons Internet » [Framasoft, 2014] qui a duré 3 ans, l'association a mise en place et propose aujourd'hui une cinquantaine de services web libres alternatifs à des services propriétaires utilisés en masse par les internautes (annexe A.4). Elle s'attache aussi à faire de l'éducation populaire auprès des usagers et usagères des outils numériques en informant des dangers de la surveillance de masse par les géants d'Internet dont le modèle économique repose sur le pistage et la récupération des données personnelles des internautes.

#### A.1.2 La volonté de permettre l'émancipation

À la fin de l'année 2017, Framasoft écrit leur nouvelle feuille de route intitulée « Contributopia : dégoogliser ne suffit pas ! » [Framasoft, 2017]. L'association refuse le modèle de société où l'internaute est simple consommateur passif de services et de contenus proposés par les géants du web. Le projet Contributopia tente de proposer des modèles alternatifs de société où utilisateurs et utilisatrices contribuent ensemble

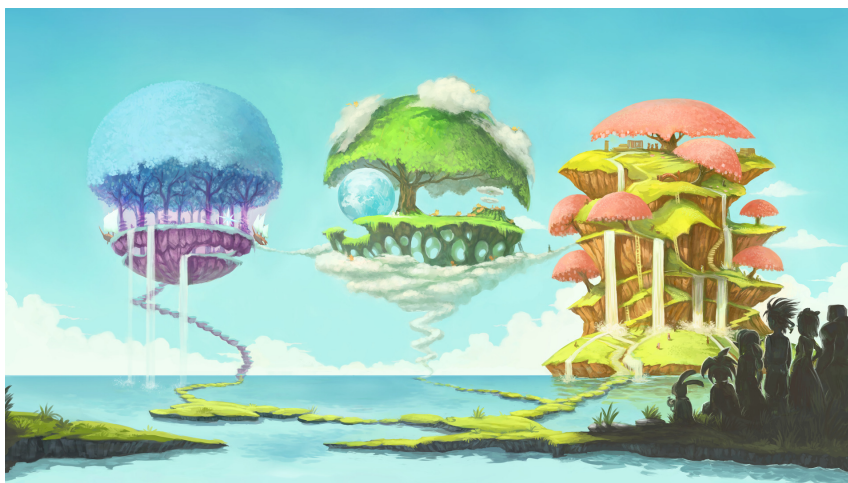


FIGURE A.1 – Illustration des mondes de Contributopia par David Revoy

et à leur échelle aux différents projets de la communauté. L'objectif est d'*outiller la société de contribution* et le public directement visé par cette campagne sont les associations de l'économie sociale solidaire et écologique et de l'éducation populaire.

Framasoft est aussi à l'initiative du collectif C.H.A.T.O.N.S. (pour Collectif d'Hébergeurs Associatifs Transparents Ouverts Neutres et Solidaires). Ce collectif regroupe autour d'un manifeste et d'une charte les acteurs et actrices qui, comme Framasoft, proposent des services en ligne libres, tels que le mail, le stockage de données, ou encore l'hébergement de médias sociaux alternatifs, aux des personnes désireuses de ne plus héberger leurs données chez les GAFAM. D'une part, cela favorise la décentralisation des services en lignes tout en restant réuni·e·s autour d'une même éthique. D'autre part, cela rapproche potentiellement les utilisateurs et les utilisatrices des personnes qui leur fournissent un service. Une personne préférant utiliser les services proposés par un *chaton* par rapport aux services centralisés des géants du web serait alors comparable à une personne préférant s'investir dans une AMAP plutôt que de faire ses courses dans un supermarché.

## A.2 Les objectifs du stage

Dans le cadre Contributopia s'inscrit une volonté de créer une alternative au média social monopolistique qu'est YouTube. Développer une alternative suppose de trouver des solutions aux problèmes posés par le service de départ tout en étant soumis à certaines contraintes. Le but n'est donc pas d'imiter le modèle de l'entreprise Google qui détient YouTube. En effet, cette plateforme n'est qu'un moyen pour atteindre la finalité visée qui est l'accumulation capitaliste de l'entreprise, ce qui

sera plus développé dans les parties suivantes.

Il s'avère important de développer une alternative qui ne centralise pas les pouvoirs, dont l'installation n'est pas soumise à des conditions particulières et l'utilisation n'est pas limitée par la volonté du pouvoir central. Il est alors question de permettre l'émancipation par rapport à ce monopole qui contrôle une grande partie du réseau. PeerTube est alors développé en tant que logiciel *open source* et *libre*. Il est pensé comme une alternative *décentralisée* et *fédérée* à YouTube.

C'est un logiciel *open source* car son code source est accessible à toute personne voulant l'utiliser, l'étudier, le modifier ou le redistribuer. Il est *libre* car il adhère aux valeurs d'une approche plus éthique de l'informatique. Il est *décentralisé* car il n'existe pas une unique plateforme sur laquelle tout le monde se connecte : toute personne ayant les compétences techniques suffisantes peut installer une version du logiciel sur un serveur accessible *via* une adresse Web et en faire profiter d'autres utilisateurs et utilisatrices. Le réseau ne repose plus sur une autorité centrale. De plus, le logiciel étant *libre* et *open source*, si le développement prend une tournure que l'on ne trouve pas désirable, il est possible de le dupliquer et de le faire prendre un autre chemin. Enfin, il est *fédéré* car les différentes plateformes décentralisées peuvent échanger de l'information entre elles, ce ne sont pas simplement des îlots isolées les unes des autres.

L'aspect fédéré d'un réseau est possible s'il existe un langage d'échange commun qui permettent aux différents noeuds du réseau de communiquer. Le langage d'échange, aussi appelé protocole de fédération, utilisé par PeerTube est ActivityPub. Ce protocole est une recommandation du World Wide Web Consortium (W3C), organisme international majeur de standardisation du web. Il est aussi utilisé par d'autres logiciels ce qui permet de créer un réseau plus large de différentes plateformes spécialisées en des domaines différents. L'objectif de ce travail est donc de comprendre le fonctionnement de ce protocole, et de faciliter sa compréhension pour d'autres personnes plus ou moins initiées. C'est dans ce cadre que se situe le travail de réflexion qui suit.

### A.3 Infographie de présentation de Framasoft



FIGURE A.2 – Infographie de présentation de l'association Framasoft

## A.4 Carte de la campagne « Dégooglisons Internet »

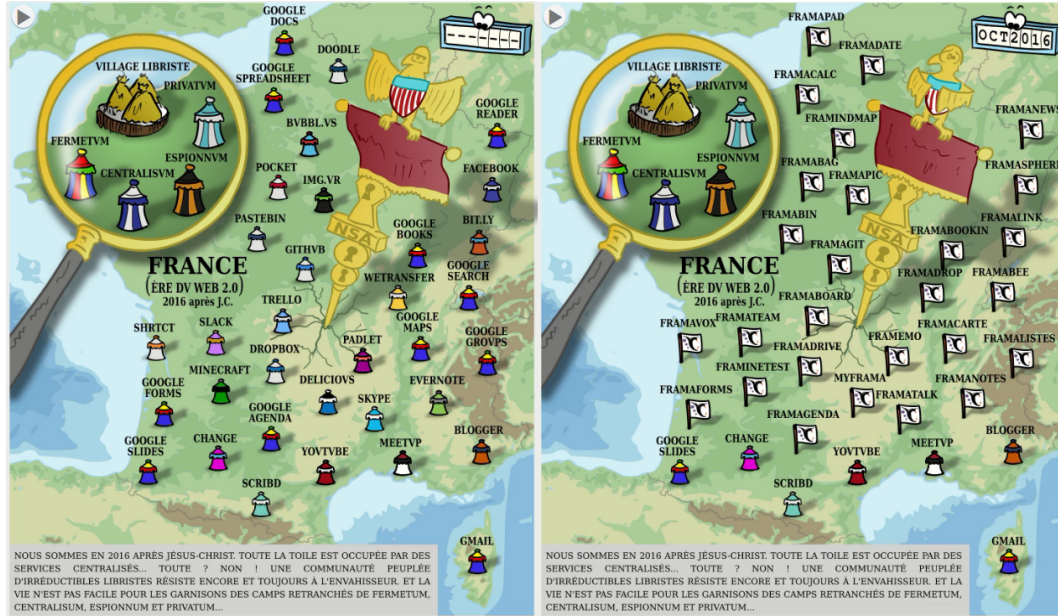


FIGURE A.3 – À gauche, une carte des services centralisés - À droite, la carte des services alternatifs proposés par Framasoft en Octobre 2016